

## EN POSTANT UNE PHOTO DÉSAVANTAGEANT BOUTEFLIKA

## Valls relance le malaise algéro-français

**Le Premier ministre français a quitté Alger en laissant derrière lui une photo qu'il a pris soin de prendre lui-même avant de prendre l'avion. Manuel Valls a posté sur son compte Twitter une photo le montrant en compagnie d'un Bouteflika dans un état altéré. L'affaire a déclenché les internautes algériens, partagés entre le dépit et la révolte, même si l'acte en soi relève d'une stratégie politique encore jamais tentée par un aussi haut responsable français.**

**Abla chérif - Alger (Le Soir) -** La photo choque a priori par sa teneur. Elle dévoile l'image d'un Président algérien tel qu'il n'a jamais été montré au public. Bouteflika a le teint blafard, les yeux exorbités et la bouche entrouverte. Son regard est hagard. Celui d'un homme souffrant, mais qui s'astreint quand même à des obligations présidentielles qui semblent au-dessus de ses forces. A ses côtés, Manuel Valls sourit en coin, yeux pétillants... L'image se passe de commentaires.

Le Premier ministre français préfère les actes à la parole. Il a savamment évité de s'engager frontalement dans un débat sur le refus d'Alger d'octroyer des visas aux journalistes devant l'accompagner durant cette visite, se contentant de mots bien placés pour résumer sa position. «J'aurais l'occasion, si vous m'interrogez, de regretter le refus de visas pour des journalistes français, mais ce qui compte pour moi c'est cette vision stratégique que nous avons ; elle est indispensable au vu des difficultés et des défis que nos pays connaissent (...) rien ne doit nous faire dévier.» S'en suivent poignées de main et accolades avec le Premier ministre algérien et tous les responsables qu'il rencontre. Partage de rôle oblige, il laisse Jean-Marc Ayrault le soin de faire la mise au point qui leur semble nécessaire.

La décision algérienne de refuser les visas aux journalistes français a été qualifiée «d'atteinte à la liberté de la presse». Cette déclaration a été faite dès son arrivée au Japon où le ministre français des Affaires étrangères était attendu pour prendre part aux travaux du G7 des MAE. «C'est toujours un drame pour nous de voir que

des atteintes peuvent être portées aux droits de la presse», ajoute-t-il. Cette mesure, doit-on le rappeler, a été prise par les autorités algériennes suite à la publication du portrait de Bouteflika à la Une du journal *Le Monde* dans le cadre des révélations des Panama Papers.

A Alger, Valls poursuit sa visite en se fixant sur les objectifs tracés. Outre-mer, les journaux de la presse française commentent la visite «sous tension avec les autorités et les médias français de Manuel Valls». Dimanche, à peine arrivé à Paris, le Premier ministre français s'adresse aux journalistes de son pays : «Mes messages sont passés» dit-il. A Alger, la photo prise de la rencontre qu'il a eue avec le Président Bouteflika

circule depuis plusieurs heures déjà. La symbolique est forte et traduit par l'image ce que les règles de la diplomatie ne lui permettent pas de dire tout haut. L'acte est éminemment politique, il choque, offense aussi d'une certaine manière, mais suscite inévitablement plusieurs interrogations. Manuel Valls a-t-il décidé de twitter sur son compte officiel, celui de Matignon donc, une photo compromettant Bouteflika pour se venger de l'attitude d'Alger à l'égard des journalistes devant l'accompagner ? Dans le cas présent, l'hypothèse paraît être la plus plausible et l'on imagine mal le Premier ministre français se mettre à dos les médias de son pays. Si tel n'était pas le cas, l'acte prendrait une toute autre connotation : celle d'une grave déclaration politique d'hostilité au pouvoir algérien. Celle surtout d'une fin de soutien à un président malade que le plus haut dirigeant français, François Hollande, avait trouvé «en pleine capacité» d'exercer ces activités lors de sa dernière visite. Quelle que soit la motivation de Valls, la photo pos-



Manuel Valls, Premier ministre français.

Photo : DR

tée a fait l'effet d'une bombe dont se sont emparés les internautes algériens, partagés entre dépit et honte, de devoir supporter de telles humiliations infligées à l'Algérie. L'affaire a fait aussi resurgir le débat sur la santé du Président et ses aptitudes à gérer les affaires du pays, rappelant les différentes déclarations des partis politiques algériens qui alertent

sur les facultés de Bouteflika de continuer à tenir les rênes du pays. Fallait-il par conséquent prêter le flanc et poursuivre, tête baissée, la politique de coup de force dans laquelle se sont engouffrés nos dirigeants ?

Hier, Alger observait un silence total sur le sujet. Difficile de trouver quoi dire sans doute...

A. C.

UN AUTRE IMPRESSIONNANT LOT D'ARMES  
RETROUVÉ PRÈS D'ADRAR

## Des découvertes et des interrogations

**Qu'est en train de devenir le sud du pays ? Depuis plusieurs mois maintenant, lorsque ce ne sont pas des terroristes qui tombent dans les opérations menées tous azimuts par les détachements éparpillés en poste un peu partout à travers le grand Sahara, ce sont des découvertes d'armes, du genre à laisser, pour le moins interrogateur, qui viennent défrayer la chronique sécuritaire.**

Ainsi, selon un communiqué mis en ligne hier par le ministère de la Défense, c'est une cache, près d'Adrar, dans laquelle pas moins de 43 armes de guerre ont été retrouvées dimanche. 11 kalachnikov, 10 fusils semi-automatique Simonov, 10 fusils à répétition, 2 fusils à lunettes, 3 fusils mitrailleurs de type FM, 5 mitrailleuses 12.7, une mitrailleuse 14.5 et un

lance-roquettes RPG, est-il énuméré dans ce communiqué, en plus de 85 obus pour mortiers 60 et 82 millimètres, 54 fusées pour mortier 60 et 82 millimètres, 168 charges pour mortier, 54 cartouches pour mortier, 19 145 balles de différents calibres, 3 bandes à munitions et 12 chargeurs pour munitions. Un véritable arsenal qui pousse, évidemment, à se demander comment a-t-il pu atterrir près d'Adrar. Ce que n'explique pas le ministère de la Défense, comme lors des précédentes découvertes d'armes, notamment les 6 Stinger retrouvés sur les membres du groupe terroriste éliminé dans la région de Guemar, vers la mi-mars dernier.

Des informations qui font peur, c'est certain, mais en même temps charrient un tas d'interrogations, de plus en plus lancinantes depuis le début de l'année en cours, notamment lorsqu'au début du mois de février dernier, des éléments de l'ANP relevant du secteur opération-

nel de Tamanrasset avaient découvert une cache contenant un fusil mitrailleur de type FMPK et une grande quantité de munitions. Une découverte qui succédait à une autre du même genre quelques jours plus tôt, par une patrouille relevant du même secteur militaire, chargée de la sécurisation des frontières.

Cette opération avait abouti, dans la région de Bordj-Badji-Mokhtar, à la destruction d'une cache à l'intérieur de laquelle quatre pistolets mitrailleurs de type kalachnikov, un fusil mitrailleur de type 12.7 mm, un fusil mitrailleur de type FMPK ainsi qu'une quantité importante de munitions de différents calibres avaient été retrouvés. Une série de découvertes qui suscitent donc des interrogations, en attendant peut-être quelque explication, entre autres, sur l'origine et la destination de cet arsenal de guerre.

M. Azedine

## ILS COMPTENT SAISIR LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

## Les contestataires du RND veulent invalider le congrès extraordinaire

**Les cadres et autres militants contestataires du RND ne comptent pas se suffire d'en appeler au report du prochain congrès extraordinaire du parti, prévu du 5 au 7 du mois de mai prochain.**

**M. Kebci - Alger (Le Soir) -** Ils projettent, en effet, de tout faire pour invalider ce rendez-vous organique. Comment ? «Un groupe de travail composé de membres de la cellule de crise se penchera tout prochainement sur les aspects réglementaire et juridique de ce congrès», affirmait, hier lundi, D' Mustapha Yahia, un des signataires de l'appel au report de ce congrès extraordinaire. Avec comme finalité la présen-

tation d'une «requête» auprès du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales en vue de «l'invalidation» de ce congrès avec, comme argument, le fait que ce dernier conclut «n'a comme point à l'ordre du jour que l'élection d'un nouveau secrétaire général» du parti en remplacement de Abdelkader Bensalah, démissionnaire il y a quelques mois de cela. Alors que, poursuit notre interlocuteur, il est question

pour l'actuelle direction intérimaire de modifier les statuts du parti pour une «prise en otage» encore plus efficace du parti en vue des prochaines échéances électorales. Pour un autre membre contestataire du RND, Smati Zoghbi en l'occurrence, le parti a complètement perdu son identité et son discours avec des décisions et des options lourdes qui n'ont jamais fait l'objet de débats et donc de délibérations au sein de ses instances. Notre interlocuteur dément également et le secrétaire général intérimaire et le «porte-parole» du parti que, selon lui, «plus d'un parmi les contesta-

taires sont plus anciens», soutenant qu'il y a «dix fois plus de militants du RND en dehors qu'au sein du RND». Cela du fait, explique Nouria Hafsi, de la stratégie de la «fermeture des accès au parti des nouveaux adhérents», poussant l'ironie jusqu'à affirmer qu'il est «plus facile d'avoir son visa pour l'Angleterre qu'une carte de militant RND à Alger».

A noter que contrairement à ce qui a été soutenu ici et là, l'ancien maire d'Alger-Centre, actuel premier responsable de la Safex, Tayeb Zitouni, et néanmoins membre du secrétariat national du parti fait bel et bien partie de ce

groupe de contestataires qui, selon Mokhtar Boudina, est loin de constituer une minorité comme le soutient Ahmed Ouyahia.

De nombreux membres du conseil national, de cadres et de militants de base de presque toutes les wilayas sont de cette dynamique, surtout, explique-t-il, que le déroulement des congrès de wilayas a été émaillé, pour nombre d'entre eux, de «mécontentements et de désapprobation» quant au procédé de «désignation et de cooptation» des délégués au congrès extraordinaire qui y a prévalu.

M. K.